

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 place de la République  
28000 Chartres

Chartres, le 17/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CHARTRES METROPOLE TRAITEMENT VALORISATION**

Hôtel de Ville  
28000 Chartres

Références : VAT20250474  
Code AIOT : 0010000149

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/10/2025 dans l'établissement CHARTRES METROPOLE TRAITEMENT VALORISATION implanté La Mare Corbonne Route de Verneuil 28300 Mainvilliers. L'inspection a été annoncée le 02/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHARTRES METROPOLE TRAITEMENT VALORISATION
- La Mare Corbonne Route de Verneuil 28300 Mainvilliers
- Code AIOT : 0010000149
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement CMTV est autorisé par l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2018 à exploiter une

installation d'incinération de déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la commune de Mainvilliers.

### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- IED-MTD
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Surveillance des PBDD/F et des PCB-dl dans les effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
5	Respect des VLE associées aux émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7 article 7.1.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
6	Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national	Code de l'environnement du 02/10/2025, article R. 541-43	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
7	Bassin de confinement et bassin d'orage	AP Complémentaire du 21/12/2018, article 7.7.1.4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	1 mois
8	Prévention des pollutions accidentelles	AP Complémentaire du 21/12/2018, article 7.6.5	/	Demande d'action corrective	7 jours
10	Bâtiments et locaux	AP Complémentaire du 21/12/2018, article 7.3.1	/	Demande d'action corrective	1 jour

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Surveillance des émissions atmosphériques en conditions autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.5	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Plan de gestion des OTNOC - Compteur	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
9	Prévention des risques	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 15	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance des PBDD/F et des PCB-dl dans les effluents gazeux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a
<b>Thème(s) :</b> Autre, Surveillance des effluents gazeux
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 17/10/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 18/02/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>PBDD/PBDF (7) - Fréquence de surveillance : tous les six mois.</b></p> <p>(7) La surveillance s'applique uniquement à l'incinération des déchets contenant des retardateurs de flamme bromés ou aux unités appliquant l'ajout du brome dans la chaudière (annexe 5, 5.2.5.d) avec injection de brome en continu. <u>Les analyses sont réalisées dans les mêmes conditions et selon les mêmes normes utilisées pour la surveillance et l'analyse des PCDD/F.</u></p>

**PCB de type dioxines - Fréquence de surveillance :**

**Une fois tous les mois pour l'échantillonnage à long terme (8).**

Une fois tous les six mois pour l'échantillonnage à court terme seulement si les niveaux d'émissions sont suffisamment stables (8) (9).

(8) Réduite à une fois tous les deux ans avec un échantillonnage à court terme, s'il est au préalable démontré durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme que les niveaux d'émissions de PCB de type dioxines sont inférieures à 0,01 ng OMS- ITEQ/Nm<sup>3</sup>.

(9) A démontrer au préalable durant 2 années consécutives à l'aide d'une surveillance mensuelle avec échantillonnage à long terme.

**Constats :**

Constat de la visite d'inspection du 17 octobre 2024

L'exploitant ne réalise pas la surveillance des PBDD/PBDF.

**Visite d'inspection du 2 octobre 2025**

Sur place, et par sondage, l'inspection des installations classées consulte le rapport de mesure des dioxines et furanes établi par la société SECAUTO en date du 24 juillet 2025 pour des prélèvements réalisés du 12 mai 2025 au 10 juin 2025. Ce rapport indique :

- Pour la ligne n°1 :
  - concentration des dioxines chlorées PCDD/PCDF : 0.0013 ng/m<sup>3</sup>
  - concentration des PCB de type dioxine : 0.001 ng/m<sup>3</sup>
  - concentration des PBDD/F : concentration inférieure à la limite de détection (hors accréditation COFRAC)
- Pour la ligne n°2
  - concentration des dioxines chlorées PCDD/PCDF : 0.0055 ng/m<sup>3</sup>
  - concentration des PCB de type dioxine : 0.0005 ng/m<sup>3</sup>
  - concentration des PBDD/F : concentration inférieure à la limite de détection (hors accréditation COFRAC)

L'exploitant indique à l'inspection des installations classées que les mesures des PBDD/F sont dorénavant intégrées aux programmes de surveillance (tous les six mois).

Le rapport de mesure susmentionné s'appuie sur les rapports d'analyses de la société "*Micropolluants technologie*". Pour les PCDD/F les normes utilisées pour l'analyse sont : NF EN1948-2, NF EN 1948-3 et XP CEN TS/1948-5. Or, pour l'analyse des PBDD/F, le laboratoire indique "méthode interne".

**Constat :**

- La non-conformité relevée lors de la précédente visite d'inspection est levée,
- Les analyses des PBDD/PBDF ne sont pas réalisées dans les mêmes conditions et selon les mêmes normes utilisées pour la surveillance et l'analyse des PCDD/F.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de

répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 2 :** Surveillance des émissions atmosphériques en conditions autres que normales

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.5

**Thème(s) :** Autre, Surveillance des effluents gazeux

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 17/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 18/03/2025

**Prescription contrôlée :**

Durant les conditions autres que normales (OTNOC = other than normal operating conditions), l'exploitant d'une installation d'incinération réalise des mesures directes des polluants, notamment lorsqu'ils sont surveillés en continu.

Le cas échéant, il peut réaliser une surveillance de paramètres de substitution si les données qui en résultent se révèlent d'une qualité scientifique équivalente ou supérieure à celle des mesures directes des émissions.

Les émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, y compris les émissions de PCDD/PCDF, sont estimées à partir de campagnes de mesurage réalisées, tous les trois ans, lors des opérations de démarrage/d'arrêt planifiées.

**Arrêté du 12 janvier 2021 - article 7.3 conditions de respect des valeurs limites**

[...]

Une moyenne demi-horaire est considérée comme étant une valeur valide pour les VLE en NOC (NOC = conditions normales de fonctionnement) :

- une moyenne demi-horaire est considérée comme étant une valeur valide pour les VLE NOC lorsqu'au moins 20 minutes sur 30 minutes ont été mesurées en condition normale de fonctionnement ;

- en l'absence de toute maintenance ou de tout dysfonctionnement du système de mesure automatisé sur l'ensemble de la demi-heure.

[...]

**Constats :**

Constat de la visite d'inspection précédente (16 janvier 2025)

Les relevés VLE NOC 30 minutes comptabilisent des valeurs VLE NOC non valides.

Visite d'inspection du 2 octobre 2025

Par courrier du 16 janvier 2025, l'exploitant transmet l'analyse du prestataire SECAUTO qui

<p>indique : "Concernant la validité de la moyenne 30 min NOC (20min/30min), le système prend bien en compte cette validité, mais elle ne se traduit pas par un changement de couleur, donc difficile à apprécier".</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection des installations classées consulte le relevé 30 minutes NOC et observe qu'un code couleur est dorénavant utilisé pour indiquer les valeurs non-valides et non reprises dans le compteur des VLE NOC 30 minutes.</p> <p><b><u>Constat : La non-conformité relevée lors de la précédente inspection est levée.</u></b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Conditions d'exploitation autres que normales</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 17/10/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 18/02/2025</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions.</p> <p>[...]</p> <p>Ce plan doit contenir les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ;</li> <li>- mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ;</li> <li>- <b>examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique.</b></li> </ul> <p>Les phases de démarrages et d'arrêts sans déchets dans le four programmées pour cause de maintenance destinée à prévenir les pannes liées à l'usure des équipements, les périodes d'arrêt total de l'installation, ainsi que les périodes de maintien en température sans déchets des unités d'incinération de boues ne sont pas comptabilisés dans le compteur OTNOC.</p> <p><b>Le nombre et le motif de ces arrêts est reporté dans le plan de gestion des OTNOC.</b></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Constat de la visite d'inspection précédente (17 octobre 2024)</u></p> <p>Le plan de gestion des OTNOC et le suivi des situations OTNOC doivent être mis à jour. Une partie des situations présentées ne correspond pas aux équipements présents sur site et des situations OTNOC n'ont pas été prises en compte.</p>

### Visite d'inspection du 2 octobre 2025

Par courrier du 16 janvier 2025, l'exploitant indique que "le plan de gestion des OTNOC et le suivi des situations OTNOC ont été mis à jour. Certaines minutes sont manquantes dans le contrôle du cumul annuel, elles sont mentionnées en commentaires pour chaque mois".

Sur place, l'inspection des installations classées consulte le plan de gestion OTNOC et constate que le plan comporte l'ensemble des éléments prescrits à l'article 3.5.1 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021. De plus, l'exploitant indique que, dorénavant, les arrêts d'urgence avec des déchets dans le four sont considérés comme des OTNOC.

**Constat : La non-conformité relevée lors de la précédente visite d'inspection est levée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 4 : Plan de gestion des OTNOC - Compteur

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.1

**Thème(s) :** Autre, Conditions d'exploitation autres que normales

#### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 17/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 18/02/2025

#### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC [...]

**Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an,** à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité.

[...]

#### **Constats :**

Constat de la visite d'inspection précédente (17 octobre 2024)

Le compteur OTNOC par ligne n'est pas correctement incrémenté, certaines situations OTNOC ne sont pas comptabilisées.

#### Visite d'inspection du 2 octobre 2025

Sur place, l'inspection des installations classées consulte le registre OTNOC de l'exploitant. Ce dernier indique, pour la ligne n°1, 5h15 de situation OTNOC et, pour la ligne n°2, 4h31 de situation OTNOC (de janvier à septembre 2025)

Le document intègre désormais les écarts entre le registre OTNOC et les rapports mensuels. Il est donc possible de connaître les périodes exactes d'OTNOC.

**Constat : Pas de non-respect constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Respect des VLE associées aux émissions atmosphériques****Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe7 article 7.1.1**Thème(s) :** Autre, Valeurs limites d'émissions**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 17/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 18/02/2025

**Prescription contrôlée :**

En conditions normales de fonctionnement, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions ("VLE NOC") associées aux émissions atmosphériques canalisées [...] listées dans le tableau 7.1.1 de l'annexe 7 de l'arrêté.

Paramètre (mg/Nm3)	Unité existante	Unité nouvelle	P é r i o d e d'établissement de la moyenne
Poussières	5 (1)	5	moyenne journalière
COVT (COT)	10	10	moyenne journalière
CO	50	50	moyenne journalière
HCl	8	6	moyenne journalière
HF	1	1	moyenne journalière ou moyenne sur la p é r i o d e d'échantillonnage
SO2	40	30	moyenne journalière
NOx	80 (2) (3)	80 (4)	moyenne journalière
NH3 (5)	10 (6)	10	moyenne journalière

<u>Cd+Tl</u>	0,02	0,02	moyenne sur la période d'échantillonnage
<u>Sb+As+Pb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V</u>	0,3	0,3	moyenne sur la période d'échantillonnage
<u>Hg (7)</u>	0,02	0,02	moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage
<u>PCDD/PCDF (ng I-TEQ/Nm<sup>3</sup>)</u>	0,08	0,06	moyenne sur la période d'échantillonnage (8) à long terme

#### **Arrêté préfectoral complémentaire 17/08/2022**

##### **Article 2: Rejets atmosphériques canalisés de NOx**

En conditions normales de fonctionnement, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émission suivantes associées aux émissions atmosphériques canalisées de NOx résultant de l'incinération des déchets :

- A compter du 03/12/2023, la valeur limite d'émission des NOx dans les rejets atmosphériques est de 150 mg/Nm<sup>3</sup> en moyenne journalière ;
- A compter du 31/12/2029, la valeur limite d'émission des NOx dans les rejets atmosphériques est de 80 mg/Nm<sup>3</sup> en moyenne journalière.

#### **Constats :**

Constat de la visite d'inspection précédente (17 octobre 2024)

Les VLE jour NOC sont dépassées pour les paramètres (Nox, Hg et SO<sub>2</sub>) à raison de 1, 4 et 7 dépassements entre janvier et juin 2024.

##### **Visite d'inspection du 2 octobre 2025**

Par courrier du 16 janvier 2025, l'exploitant indique "avoir lancé des actions concernant les sujets suivants : Acceptation des déchets DIB et MEC pour traitement humide et NOx" et que :

- "Pour les NOx : problème de température d'injection et d'encrassement.

- Pour le NH3 : Trop d'"injection d'eau ammoniacale,
- Pour le Hg : réglage des verniers pour limiter les VLE, cependant, dès que deux pics, génération d'une VLE jour quasi systématique."

Ce courrier indique également que l'exploitant essaye d'identifier au plus près chaque dépassement.

Par courriel en date du 20 octobre 2025, l'exploitant transmet les résultats des surveillances en continu en conditions normales de fonctionnement (NOC) pour les mois de juillet, août et septembre 2025.

Les paramètres suivants font l'objet de dépassement :

- Pour la ligne n°1
  - en juillet 2025 : 2 dépassements en HCl ( max : 9.06 mg/m3) et 7 dépassements en SO2 (max : 55.18 mg/m3)
  - en août 2025 : 6 dépassements en SO2 (max : 53.06 mg/m3) et 1 dépassement en Hg (30.51 µg/m3)
  - en septembre 2025 : 3 dépassements en SO2 (max : 69.62 mg/m3)
- Pour la ligne n°2
  - en juillet 2025 : 3 dépassements en CO (max : 64.62 mg/m3), 1 dépassement en HCl (8.98 mg/m3) et 1 dépassement en SO2 (40.31 mg/m3),
  - en août 2025 : 4 dépassements en SO2 (max : 49.30 mg/m3),
  - en septembre 2025 : aucun dépassement

**Constat : Les VLE jours NOC sont dépassées pour les paramètres HCl, SO2, Hg et CO à raison de 3, 21,1 et 3 dépassements entre juillet et mi-septembre 2025.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 6 : Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 02/10/2025, article R. 541-43

**Thème(s) :** Autre, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 17/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 18/02/2025

**Prescription contrôlée :**

II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :

[...] 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ; [...]

A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. [...]

#### **Constats :**

##### Constat de la visite d'inspection précédente (17 octobre 2024)

L'exploitant ne s'est pas acquitté de son obligation de transmission des informations au registre national des déchets.

##### Visite d'inspection du 2 octobre 2025

Par courriel du 16 janvier 2025, l'exploitant indique avoir effectué une demande au prestataire afin de modifier le logiciel de pesée et intégrer la transmission vers la déclaration RNDTS avec retour sur les années 2022, 2023 et 2024.

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant indique que la modification susmentionnée n'a pas encore été réalisée.

Après consultation de la base des déclarations au titre du registre national, l'inspection des installations classées constate qu'aucune déclaration n'a été effectuée en 2025.

L'exploitant assure qu'en absence de solution apportée par le prestataire, les données du second semestre seront transmises manuellement. Dans l'attente, la non-conformité relevée lors de la précédente visite d'inspection est maintenue.

**Constat : L'exploitant ne s'est pas acquitté de son obligation de transmission des informations au registre national des déchets.**

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 7 :** Bassin de confinement et bassin d'orage

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 21/12/2018, article 7.7.1.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, eaux d'extinction incendie

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 17/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 18/02/2025

**Prescription contrôlée :**

[...]

L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, est recueilli :

-dans l'ouvrage de régulation, de prétraitement et de stockage des eaux usées internes à l'établissement assurant un volume de rétention global de sécurité de 300 m<sup>3</sup> ;

-et/ou dans l'ouvrage de traitement des eaux pluviales de 635 m<sup>3</sup> de capacité utile.

Les eaux recueillies doivent satisfaire avant rejet aux valeurs limites de rejet fixées au chapitre 4.3.

**Constats :**

Constat de la visite d'inspection précédente (16 janvier 2025)

L'exploitant ne dispose pas de capacité de rétention des eaux d'extinction incendie suffisantes et ce à tout moment.

Visite d'inspection du 2 octobre 2025

Par courrier en date du 16 janvier 2025, l'exploitant indique que, sur le site, les capacités de rétention sont les suivantes :

- Trois bâches souples pour le stockage des eaux pluviales, d'une capacité totale de 750 m<sup>3</sup>,
- Le bassin de lagunage pour les eaux pluviales, d'une capacité de 635 m<sup>3</sup>,
- Deux bassins de stockage dédiés aux eaux industrielles, d'une capacité totale de 300 m<sup>3</sup>.

De plus, en annexe 5 du courrier susmentionné, l'exploitant transmet également la note de calcul du dimensionnement des rétentions des eaux d'extinctions (D9a). Cette dernière indique que les rétentions du site CMTV doivent être en mesure de récupérer un volume de 781 m<sup>3</sup>. A noter que le volume d'eau requis pour 2 heures d'incendie est de 720 m<sup>3</sup>.

Le jour de la visite, au niveau de la salle de supervision, l'inspection des installations classées constate :

- Pour l'ouvrage de régulation, de prétraitement et de stockage des eaux usées interne (= deux bassins de stockage dédiés aux eaux industrielles), un taux de remplissage de 89.7 % (capacité disponible : 30.9 m<sup>3</sup>)

- Pour l'ouvrage de traitement des eaux pluviales (=bassin de lagunage), un taux de remplissage de 49.1% (capacité disponible : 323 m<sup>3</sup>)

L'exploitant indique également la présence de trois bâches souples pour le stockage des eaux pluviales, d'une capacité totale de 750 m<sup>3</sup> (3\*250). Le jour de l'inspection, seulement une bâche de 250 m<sup>3</sup> était disponible.

En somme, au jour de la visite, les capacités du site (603 m<sup>3</sup>) ne sont pas suffisantes pour recueillir les eaux susceptibles d'être polluées.

**Constat : Le site n'est pas en capacité de recueillir les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie.**

L'inspection des installations classées alerte l'exploitant sur la nécessité de transmettre au Préfet de département un document "Porter à connaissance" afin d'actualiser les ouvrages présents sur site (bâches souples notamment) et d'éclaircir la stratégie de CMTV dans la gestion des eaux pluviales et des eaux potentiellement polluées. Pour rappel, et d'après la note de calcul D9a, le site doit pouvoir contenir, à tout moment, un volume de 781 m<sup>3</sup>.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 8 : Prévention des pollutions accidentelles

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 21/12/2018, article 7.6.5

**Thème(s) :** Risques accidentels, Règles de gestion des stockages en rétention

**Prescription contrôlée :**

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention [...]

**Constats :**

Constat de la visite d'inspection du 21 août 2024

Des récipients contenant des produits incompatibles sont associés à une même rétention.

Visite d'inspection du 2 octobre 2025

Sur place, au niveau du local "huile", l'inspection des installations classées constate que les solutions basiques et acides ne sont plus associées à la même rétention. De plus, l'inspection constate que les fiches d'informations présentes dans le local "huile" mentionnent dorénavant les

incompatibilités de stockage ainsi que les dangers d'un mélange acide/base.

Cependant, au niveau du local "traitement des eaux", l'inspection des installations classées constate que les raccords utilisés pour les dépotages d'acide chlorhydrique et de soude sont à proximité immédiate les uns des autres. De ce fait, l'exploitant a mis en place un récipient permettant de récolter les égouttures provenant des raccords susmentionnés. Or, ce récipient est commun à la tuyauterie utilisée pour l'acide chlorhydrique et la tuyauterie utilisée pour la soude.

**Constat :**

- La non-conformité relevée lors de l'inspection du 21 août 2024 est levée,
- En cas de fuite ou d'égoutture lors du dépotage d'acide chlorhydrique et de soude au niveau du local de traitement des eaux, les produits se retrouvent dans le même récipient.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 7 jours

**N° 9 : Prévention des risques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 15

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des risques

**Prescription contrôlée :**

Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptibles de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens des sapeurs-pompiers. L'exploitant établit un plan de lutte contre un sinistre, comportant notamment les modalités d'alerte, la constitution et la formation d'une équipe de première intervention, les modalités d'évacuation, les modalités de lutte contre chaque type de sinistre et les modalités d'accueil des services d'intervention extérieurs.

**Constats :**

**Visite d'inspection du 2 octobre 2025**

Par courriel du 15 septembre 2025, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées le plan de lutte contre un sinistre.

Sur place, l'inspection des installations classées demande la réalisation du scénario suivant : incendie non-maîtrisable au niveau du hall de déchargement.

Les procédures suivantes sont testées : les modalités d'alerte, les modalités d'évacuation et les modalités d'accueil des services d'intervention extérieurs.

A noter que, le jour de l'inspection, de nombreuses entreprises extérieures sont présentes sur le site dans le cadre de l'arrêt technique annuel.

L'inspection des installations classées observe la mise en place des éléments inscrits dans le plan de lutte contre un sinistre. En voici un résumé succinct :

<p>Le responsable présent dans la salle des commandes informe les personnels présents par Talkie Walkie d'un départ de feu détecté au niveau du hall de déchargement. L'alerte sonore est déclenchée en parallèle et une évacuation générale des bâtiments est demandée. Des consignes sont transmises par les moyens de communication (ouverture des portes du hall de déchargement, ouvertures des barrières pour permettre l'accès au SDIS et ouverture des systèmes de désenfumage - non réalisé lors de l'exercice compte tenu de la présence de cartouches CO2).</p> <p>En parallèle, l'ensemble du personnel présent est dirigé vers le point de rassemblement et un recensement des personnes est réalisé (agents de CMTV et prestataires). De plus, un équipier de CMTV réalise une ronde afin de s'assurer de l'absence d'agent dans les locaux.</p> <p>L'exercice est réputé clos 7min37 après son déclenchement (évacuation du personnel, recensement, ronde de surveillance, ouverture des rideaux et des barrières pour accueil du SDIS).</p> <p>Le jour de l'inspection, le plan de lutte contre le sinistre est respecté par l'exploitant et est connu du personnel présent. Pour le scénario testé, le plan est opérationnel.</p> <p><b><u>Constat : Pas de non-respect constaté.</u></b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 10 : Bâtiments et locaux

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/12/2018, article 7.3.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bâtiments et locaux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] L'installation doit être pourvue de moyens de secours contre l'incendie approprié à la nature et aux quantités de produits et de déchets entreposés. Ces moyens comprennent en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des extincteurs en nombre suffisant et adapté aux risques</li> </ul> <p>[...]</p> <p>Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptible de nuire à la rapidité de mise en oeuvre des moyens des sapeurs-pompiers.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b><u>Visite d'inspection du 2 octobre 2025</u></b></p> <p>Sur place, l'inspection des installations classées constate, au niveau de la zone extérieure et entre le parc à mâchefers et la zone "huile", un extincteur non-accessible à cause de la mise en place d'une zone de travaux et des matériaux stockés contre l'extincteur.</p> <p><b><u>Constat : Les installations ne sont pas aménagées de façon à éviter toute perte de temps en cas de sinistre.</u></b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 jour</p>

